Depuis la répression à coups de flashball des jeunes manifestants du Lycée de Vilgénis à Massy, la police réprime de façon systématique toute expression politique des lycéen.nes et entrave leur liberté de manifester. A Colombes, au Lycée Maupassant, une manifestation de soutien aux grévistes contre les lois Macron sur la réforme des retraites, a été violemment réprimée. Depuis, la police s'en prend de façon ciblée et systématique à un lycéen de l'établissement.

Mercredi 18 décembre, un élève interpellé le 11 décembre suite à une manifestation lycéen violemment répprimée (Cf. Le communiqué du personnel du lycée ci-dessous), a été frappé par la police devant le portail du lycée, et une AED s'est fait insulter par la police alors qu'elle tentait d'apaiser la situation.

Jeudi, le même lycéen a encore été mis au sol, frappé par plusieurs policiers et mis en garde-à-vue : c'est la troisième fois en une semaine qu'il est ciblé par les forces de l'ordre. Cet élève est actuellement au dépôt du TGI de Nanterre, et doit comparaître demain matin à 9h.

En voulant lui venir en aide, une AED a reçu un coup de matraque sur la main et une claque au visage par la police. Une autre a été directement visée par des gaz lacrymogènes. À ces violences physiques s'ajoutent des provocations et insultes racistes. Ces attaques se sont répétées de manière systématique depuis deux semaines.

L'AG Éducation IDF soutient les élèves et les personnels violentés du lycée Maupassant de Colombes, et dénonce les agissements de la police. Elle demande la libération de l'élève toujours en garde-à-vue, appelle à le soutenir ce vendredi matin à 9h au TGI de Nanterre (rendez-vous à la préfecture de Nanterre à 9h), et exige qu'aucune poursuite ne soit engagée à son encontre.

Communiqué :

Dénonciation des violences policières au lycée Guy de Maupassant de Colombes

Depuis le 4 décembre 2019, le lycée Guy de Maupassant est bloqué certains jours par des élèves. En réaction, la police a été déployée, avec chaque matin plusieurs fourgons de fonctionnaires de police aux abords du lycée et dans les rues alentours.

Loin d'un simple « maintien de l'ordre », les moyens utilisés pour mettre fin au mouvement sont plus qu'excessifs : utilisation de LBD braqués sur les élèves, de gaz lacrymogènes, charges fréquentes, arrestations arbitraires, coups de matraques, … Ces méthodes causent d'importants dégâts physiques et psychologiques à des adolescents de 15 à 18 ans, d'autant que la majorité des victimes de ces violences n'ont jamais été impliquées volontairement dans le blocus !

Lundi 9 décembre, deux élèves ont été placés en garde à vue. L'un d'eux, qui encourageait le caractère non-violent du blocus, a été accusé d'avoir jeté un œuf sur les forces de l'ordre. Il est resté près de 24 heures en garde à vue et a fait l'objet de coups répétés pendant le transport du lycée au commissariat, puis au cours de sa garde à vue (dent cassée et genoux couverts d'hématomes). Les forces de l'ordre ont conseillé aux parents de ne pas se rendre au commissariat puis à l'audience au Tribunal de Grande Instance de Nanterre. Il a fallu l'intervention d'un avocat pour que la famille obtienne les renseignements nécessaires.

Mercredi 11 décembre, une quantité massive de gaz lacrymogènes a été lancée lors d'une charge policière afin de disperser des élèves pourtant calmes. Paniquée, une élève s'est enfuie en courant et a heurté un poteau dans la confusion : victime d'un malaise, elle a dû être prise en charge par le SAMU. Le même jour, un fourgon de police s'est arrêté à côté d'un groupe d'élèves dans une rue adjacente au lycée : des policiers en sont sortis, et ont aveuglément frappé des élèves. Plusieurs

élèves ont été interpellés violemment aux abords du lycée, puis relâchés sans être placés en garde à vue.

Mercredi 18 décembre, un élève de Terminale ES, qui avait déjà été interpellé le 11 décembre, a été frappé par la police devant le portail du lycée, et une assistante d'éducation s'est faite insulter par la police alors qu'elle tentait d'apaiser la situation.

Le lendemain, alors que les élèves étaient calmes, le même lycéen a encore été mis au sol, frappé par plusieurs policiers et mis en garde à vue : c'est donc la troisième fois en une semaine qu'il est ciblé par les forces de l'ordre. En voulant lui venir en aide, une assistante d'éducation a reçu un coup de matraque sur la main et une claque au visage par la police. Une autre assistante d'éducation a été directement visée par des gaz lacrymogènes.

A ces violences physiques s'ajoutent des provocations ainsi que des insultes fréquentes à caractère raciste, grossophobe et/ou discriminant, dont des personnels du lycée ont été témoins lors des blocages : « dégagez bande de fils de pute », « dégagez les bougnoules », «bamboula », « dégage bouboule », …

Ces attaques ne sont pas des cas isolés mais se sont répétées de manière systématique depuis deux semaines ; les exemples ci-dessus n'en sont qu'un échantillon !

Nous condamnons, en tant qu'enseignants et personnels du Lycée Guy de Maupassant, ces méthodes inadmissibles des forces de police, qui mettent inconsidérément en danger nos élèves et nos collègues et ne font qu'envenimer la situation ! Nous demandons la libération immédiate de notre élève de Terminale ES toujours en garde à vue et l'abandon de toute poursuite à son encontre.

Les personnels mobilisés du lycée Maupassant, avec le soutien des sections syndicales CGT, FSU, et SUD